

pas touche à l'âge de départ à la retraite

Tél : 01.76.82.64.52
cgflins@free.fr

Le patronat avec l'aide du gouvernement, de la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC viennent de se mettre d'accord pour faire passer l'âge de la retraite à 63 ans.

Plus on s'approche de la retraite et plus elle s'éloigne.

60 ans, 62 ans, et maintenant 63 ans !!!

Les patrons sont comblés. Sous prétexte que les caisses de retraites complémentaires sont vides, il faudrait que nous travaillions une année de plus pour toucher à 100% la retraite complémentaire !

Au lieu de pouvoir partir à 62 ans en touchant la totalité de notre retraite, il faudrait que nous restions au travail jusqu'à 63 ans à partir de 2019.

Et si on veut partir à 62 ans, il y aurait alors une décote de 10% sur notre complémentaire.

Tout le monde sera touché, même les « carrières longues ». Car, eux aussi devront travailler une année de plus pour ne pas subir de décote.

Partir à 62 ans avec des pensions à la baisse ou travailler une année de plus... Pas d'accord !

De l'argent pour payer les « retraites chapeaux » des dirigeants des grandes entreprises, il y en a !!!

Par contre pour les retraites des travailleurs, les caisses seraient vides ! Ben voyons.

Pourtant les bénéficiaires sont au rendez-vous, les profits des grandes entreprises, des banques... explosent.

Ils ont plein de combines pour essayer de baisser les pensions de retraite et nous faire travailler plus longtemps.

Mais qu'ils se méfient, car les travailleurs ne sont pas abattus !!!



Dialogue social

Le 4^{ème} cirque dit « conférence sociale » a commencé cette semaine. La CGT a refusé d'y participer. Les médias le gouvernement, les patrons, tous tirent à boulet rouge sur la CGT. Mais quel progrès pour les travailleurs peut sortir de cette conférence ?

Pour les patrons et le gouvernement, le dialogue social consiste à accepter et signer les accords que proposent les patrons.

A Renault, nous sommes bien placés pour savoir ce que valent tous ces accords. Le dernier en date est celui dit de compétitivité. Nous sommes fiers de ne pas l'avoir signé car cela valait acceptation de la suppression de 8.260 emplois, le vol de 18,5 jours de capitalisation et le blocage des salaires pour 3 ans (sauf pour Ghosn et compagnie bien entendu).

Pour les patrons, les accords c'est que du bonus mais pour les travailleurs c'est toujours du malus.

Alors oui la CGT a raison de ne pas participer à cette mascarade.

Air France : solidarité avec les travailleurs en lutte!

Six travailleurs d'Air France ont été arrêtés chez eux, à l'aube, par la police !

Que leur reproche-t-on pour qu'une telle interpellation ait lieu ? Font-ils partie du grand banditisme ? Ont-ils comme de nombreux dirigeants d'entreprises « tapé dans la caisse » sous forme « d'abus de bien sociaux » ?
NON !

On leur reproche d'avoir déchiré la chemise de 2 cadres d'Air France, venus annoncer 2.900 suppressions de postes, après les 20 000 qui ont déjà eu lieu dans cette entreprise.

Ce ne sont pas les 2 cadres, mais les travailleurs d'Air France qui sont les victimes de lynchage : un vrai lynchage médiatique !

Le premier ministre a parlé de « voyous » ; Sarkozy de « chianlit » ; Marine Le Pen montrant de quel côté elle se situe, en a rajouté en parlant « d'actes inadmissibles et condamnables » et demandant « la fermeté de la police ».

Personne dans ce petit monde n'a dénoncé la violence sociale, morale et économique subie par les travailleurs à l'annonce de ce nouveau plan de suppressions d'emplois ; et pour cause, tous ces gens-là sont pour le patronat et contre les travailleurs !

Pour la CGT notre position est claire : nous sommes aux côtés des travailleurs arrêtés et contre la politique d'Air France !

Depuis des semaines, la direction d'Air France tente par tous les moyens d'obtenir la signature des syndicats de pilotes pour une augmentation non payée du temps de travail. Tous les moyens sont bons pour y parvenir... même le chantage : « si vous n'acceptez pas, nous ferons un plan de licenciement ».

Au passage, il paraît que la loi interdit le fait d'exercer un chantage sur quiconque. Il faut en déduire que les patrons sont des citoyens au-dessus des autres.

Les pilotes ont refusé de céder au chantage. Deux jours plus tard, la direction présentait au CCE un plan de 2.900 suppressions de postes. A qui fera-t-on croire que ce plan n'était pas prévu de longue date ? Qu'il n'était pas élaboré bien en amont ? Peut-être même une ou deux années avant !

Air France cherche juste à faire porter le chapeau des suppressions d'emplois à d'autres salariés.

La CGT Renault Flins s'indigne de l'arrestation des travailleurs venus manifester leur colère contre ce plan. Nous rejetons également le chantage exercé par les délinquants de la direction d'Air France.

Nous participerons jeudi 22 octobre à la manifestation à Paris devant l'Assemblée Nationale pour exiger l'arrêt de toute poursuite contre les travailleurs ; l'annulation du plan de licenciement.

Ce n'est pas aux travailleurs d'y perdre leurs chemises !